



Qui était Oussama ben Laden? La vérité derrière le 11 septembre 2001.

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 11 septembre 2018

12 septembre 2001

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#)

Note de l'auteur: Cet article fut rédigé le jour même des attaques. Il fut publié en anglais par Global Research le 12 septembre 2001.

Quelques heures après les attaques terroristes du 11 septembre au World Trade Center et au Pentagone, l'administration Bush concluait, sans preuve à l'appui, qu'Oussama ben Laden et son organisation, Al-Qaeda, étaient les suspects les plus probables. Le directeur de la CIA, George Tenet, déclarait que ben Laden « a la capacité de planifier plusieurs attaques sans avertissement ». Le secrétaire d'État Colin Powell qualifiait de son côté les attaques à Washington et à New York de « déclaration de guerre », ce que George Bush confirmait dans son discours à la nation le soir même en affirmant qu'il ne « fera aucune distinction entre les terroristes qui ont commis ces actes et ceux qui les ont soutenu ». L'ancien directeur de la CIA James Woolsey insinuait pour sa part la complicité de un ou plusieurs gouvernements étrangers. Et l'ancien conseiller à la sécurité nationale Lawrence Egelberger déclarait dans une entrevue télévisée: « Je crois que nous allons démontrer que, lorsque nous sommes attaqués de cette façon, nous pouvons réagir d'une manière brutale avec force et détermination » (« we are terrible in our strength and in our retribution »).

Suite aux déclarations officielles, les médias occidentaux n'ont pas tardé (sans preuves à l'appui) à approuver le déclenchement d'actions punitives contre des cibles civiles au Moyen-Orient et en Asie centrale. William Safire écrivait à ce propos dans le New York Times : « Lors que nous aurons raisonnablement pu déterminer la localisation des bases et des camps de nos attaquants, nous devons les pulvériser - en minimisant mais également en acceptant les risques de dommages collatéraux. Nous devons agir par des opérations [militaires] directes mais également par des actions en sous-main [de nos services de renseignement], afin de déstabiliser les États hôtes de la terreur. »

Le texte ci-dessous a pour objet d'analyser l'histoire d'Oussama ben Laden et des liens entre la Jihad islamique et la politique étrangère des États-Unis depuis la Guerre froide.

Le premier suspect des attaques de New-York et Washington, le Saoudien Oussama ben Laden, qui est déjà désigné comme un « terroriste international » par le FBI pour son rôle présumé dans le bombardement d'ambassades étatsuniennes en Afrique, ironiquement fut au point de départ recruté par la CIA pour combattre les Soviétiques durant la guerre soviéto-afghane. 1

En 1979, la « plus grande opération secrète de l'histoire de la CIA » fut lancée en réponse à l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques afin de soutenir le gouvernement pro-

communiste de Babrak Kamal. 2

Sous les vifs encouragements de la CIA et des Services secrets pakistanais, qui voulaient transformer la Jihad afghane en une grande guerre menée par tous les pays musulmans contre l'URSS, quelque 35 000 intégristes musulmans en provenance de 40 pays islamiques se joignirent à la lutte en Afghanistan entre 1982 et 1992. D'autres dizaines de milliers vinrent étudier dans les madrasah pakistanais. Avec le temps, plus de 100 000 intégristes musulmans furent directement influencés par la Jihad afghane. 3

La Jihad islamique était appuyée les États-Unis et l'Arabie saoudite, une grande partie du financement provenant du commerce de la drogue dans le Croissant fertile.

En mars 1985, le président Reagan signait la directive de sécurité nationale n° 166, qui autorisait une aide militaire secrète aux Mujahideen. Cette initiative démontrait sans équivoque que la guerre secrète menée en Afghanistan avait pour objectif de combattre les troupes soviétiques en Afghanistan. La nouvelle aide en sous-main des États-Unis fut marquée par une augmentation substantielle de la quantité d'armes fournies - une aide annuelle régulière équivalente, en 1987, à 65 000 tonnes d'armes -, de même qu'un flot incessant de spécialistes de la CIA et du Pentagone, au quartier général secret des Services de renseignements pakistanais, sur la route principale, près de Rawalpindi, au Pakistan. 4

La CIA, utilisant les services de renseignement pakistanais, jouait un rôle clé dans l'entraînement des Mujahideen. À son tour, la guérilla soutenue par la CIA fut intégrée avec les enseignements de l'Islam :

Les thèmes prédominants étaient que l'Islam est une idéologie socio-politique complète, que l'Islam sacré avait été violé par les troupes soviétiques athées et que le peuple islamique d'Afghanistan devrait réaffirmer son indépendance en se débarrassant du régime socialiste afghan soutenu par Moscou. 5

Le réseau des services de renseignement pakistanais

Les Service de renseignement pakistanais - Inter Service Intelligence (ISI) - furent utilisés comme « intermédiaire ». L'appui de la CIA à la Jihad fut réalisé par l'entremise de la ISI, c'est-à-dire que la CIA ne faisait pas parvenir son appui directement aux Mujahideen. En d'autres mots, afin de garantir le « succès » de ces opérations en sous-main, Washington avait pris soin de ne pas révéler l'objectif ultime de la Jihad, qui consistait à détruire l'Union soviétique.

Selon l'expression de Milton Beardman, de la CIA, cette agence « n'a pas entraîné les Arabes » en tant que tel. Cependant d'après Abdel Monam Saidali, du Centre Al-Aram d'études stratégiques du Caire, ben Laden et les « Arabes afghans » avaient reçu « par l'entremise de la CIA, un entraînement [militaire] très sophistiqué et spécialisé [dans différents champs d'application] ». 6

Beardman confirme néanmoins qu'Oussama ben Laden n'était pas conscient du rôle qu'il jouait pour Washington : « Ni moi [ben Laden], ni mes frères n'avions pu observer une quelconque aide américaine. » 7

Motivés par le nationalisme et la ferveur religieuse, les guerriers islamiques n'étaient guère conscients qu'ils se battaient contre l'Union soviétique pour le compte de l'« Oncle Sam ». Alors que des contacts furent établis et entretenus aux échelons supérieurs des services de renseignement, les commandants des rebelles islamiques sur le terrain n'avaient aucun lien direct avec Washington ou la CIA. Avec le soutien de la CIA et l'aide militaire américaine, la Inter Services Intelligence (ISI) pakistanaise s'est rapidement transformée en une « structure parallèle exerçant d'énormes pouvoirs sur tous les aspects de gouvernement ».⁸ La ISI possédait un personnel, composé de militaires, d'agents de renseignement, de bureaucrates, d'agents doubles et d'informateurs, estimé à 150 000 personnes.⁹ Entre-temps, les opérations de la CIA contribuaient également à renforcer le régime militaire pakistanais dirigé par le général Zia Ul Haq :

Les relations entre la CIA et les Services de renseignement pakistanais sont devenues plus amicales suite au coup d'État contre Bhutto par [le Général] Zia et l'installation d'un régime militaire. [...] Durant la plus grande partie de la guerre d'Afghanistan, le Pakistan était encore plus anti-soviétique que les États-Unis. Peu après l'invasion de l'Afghanistan par des militaires soviétiques, en 1980, Zia avait donné ordre au directeur de la ISI de mener des actions en sous-main afin de déstabiliser les républiques soviétiques d'Asie centrale. La CIA n'a approuvé ce plan qu'en 1984. [...] La CIA était encore plus prudente que les Pakistanais. Le Pakistan et les États-Unis choisirent tous deux la supercherie. Des actions diplomatiques de façade furent menées alors que les services de renseignement [CIA et ISI] s'étaient préalablement entendus qu'une escalade militaire constituait la meilleure solution.¹⁰

Le croissant d'or de la drogue

L'histoire du commerce de la drogue en Asie centrale est intimement liée aux activités secrètes de la CIA. Avant la guerre URSS-Afghanistan, il n'y avait pour ainsi dire presque pas de production locale d'héroïne.¹¹ À cet égard, l'étude d'Alfred McCoy confirme que, durant les premières années des opérations de la CIA en Afghanistan, « les territoires près de la frontière pakistano-afghane devenaient le principal fournisseur d'héroïne pour le marché mondial, répondant à 60 % de la consommation d'héroïne au États Unis. Au Pakistan, le nombre de personnes dépendantes de l'héroïne est passé de près de zéro en 1979 à [...] 1,2 million en 1985 – un accroissement beaucoup plus grand que celui connu par n'importe quel autre pays. »¹²

La CIA contrôlait indirectement le commerce de l'héroïne. Lorsque les Mujahideen ont établi leur contrôle sur une partie du territoire afghan, ils ont donné l'ordre aux paysans de cultiver de l'opium en guise de taxe révolutionnaire. De l'autre côté de la frontière, au Pakistan, des leaders afghans et des groupes d'affaires locaux, sous la protection des Services de renseignement (ISI), ont mis sur pied des centaines de laboratoires de production d'héroïne. Durant cette décennie de commerce ouvert de la drogue, la US Drug Enforcement Agency à Islamabad s'est trouvé incapable de faire quelque saisie ou arrestation majeure que ce soit. [...] Les autorités étasuniennes ont refusé d'enquêter sur toute charge en rapport avec l'héroïne à l'égard de leurs alliés afghans « parce que la politique des États Unis relative à la lutte contre le narcotrafic en Afghanistan fut largement subordonné à la guerre contre l'Union soviétique ». En 1995, le directeur des opérations de la CIA en Afghanistan, Charles Cogan, avait admis que la CIA avait sacrifié la guerre contre la drogue pour se consacrer à la Guerre froide. « Notre mission principale était d'infliger le plus de dommages possible aux Soviétiques. Nous n'avions pas vraiment les ressources et le temps requis pour enquêter sur le

commerce de la drogue. [...] Je ne crois pas que nous ayons à nous excuser de cela. Toute situation à ses inconvénients. [...] Il y a eu un inconvénient au niveau du narcotrafic, oui. Mais l'objectif principal a été atteint. Les Soviétiques ont quitté l'Afghanistan. »¹³

Au lendemain de la Guerre froide

Au lendemain de la Guerre froide, la région de l'Asie centrale n'est pas seulement stratégique pour ses réserves de pétrole : elle fournit à elle seule les trois quarts de la production mondiale d'opium, ce qui représente un revenu de plusieurs milliards de dollars pour les milieux d'affaires, les institutions financières et bancaires impliquées dans le lavage de l'argent sale, les agences de renseignement et le crime organisé. Le commerce de la drogue dans le croissant d'or rapporte entre 100 et 200 milliards USD par année, soit environ le tiers du chiffre d'affaire annuel du commerce mondial de la drogue (heroïne, cocaïne, etc), évalué (sans compter les retombées dans d'autres secteurs d'activité) par les Nations unies à environ 500 milliards USD. ¹⁴

Avec la désintégration de l'URSS, la production de l'opium avait pris un essor considérable. Selon les estimations des Nations unies, la production afghane d'opium en 1998-1999 - dates qui coïncident avec le développement d'insurrections armées dans les anciennes républiques soviétiques - avait atteint un niveau record, avec 4 600 mètres cube de production. ¹⁵ De puissants groupes d'affaires de l'ex-URSS alliés avec le crime organisé se font concurrence pour le contrôle stratégique des « routes de l'héroïne ».

Le vaste réseau militaire des Services des renseignements pakistanais ne fut pas démantelé au lendemain de la Guerre froide. Par ailleurs, la CIA continuait d'appuyer la Jihad islamique par l'entremise du Pakistan. De nouvelles initiatives secrètes furent lancées en Asie centrale, dans le Caucase et dans les Balkans. L'appareil militaire ainsi que les Services de renseignements pakistanais ont essentiellement « servi de catalyseur pour la désintégration de l'URSS et l'émergence de six républiques musulmanes en Asie centrale ». ¹⁶

En parallèle avec ces actions en sous-main de la CIA, des missionnaires islamiques de la secte Wahhabi d'Arabie saoudite s'étaient installés dans ces républiques, de même qu'à l'intérieur de la Fédération russe, empiétant sur les institutions de l'État et de la société civile. En dépit de leur idéologie « anti-ÉUA », les actions fondamentalistes islamiques ont pourtant servi les intérêts stratégiques de Washington en ex-URSS...

La guerre civile afghane s'est poursuivie suite à la retraite des forces soviétiques en 1989. Les Talibans avaient reçu l'appui des Deobandis pakistanais et de leur parti politique, le Jamiat ul Ulema e Islam (JUI). En 1993, le JUI s'était joint à la coalition du premier ministre Benazzir Bhutto. Des liens furent établis entre le JUI, l'armée et les Services des renseignements. En 1995, avec la chute du gouvernement Hezb i Islami de Hekmatyar, à Kaboul, les Talibans ont non seulement instauré un gouvernement islamique intégriste, mais ont aussi « confié le contrôle des camps d'entraînement afghans à des factions du JUI ». ¹⁷

Et le JUI, avec l'appui du mouvement Wahhabi, a joué un rôle majeur dans le recrutement de Mujahideen pour les Balkans et dans l'ex-URSS. Jane Defense Weekly confirme à cet égard que « la moitié des hommes et de l'équipement des Talibans provient des Services des renseignements pakistanais ». ¹⁸

En fait, il semblerait que, suite au retrait des troupes soviétiques, les différentes formations armées dans la guerre civile en Afghanistan ont continué à recevoir une aide en sous-main

de la CIA par le biais des Services de renseignement pakistanais. 19

En d'autres mots, soutenus par l'ISI pakistanais lui-même contrôlé par la CIA, l'État islamique taliban a grandement servi les intérêts géopolitiques de Washington. Le commerce de la drogue dans le Croissant fertile a également servi à financer et équiper l'Armée musulmane bosniaque, dès le début des années 1990, et l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Au cours des derniers mois, des mercenaires Mujahideen combattaient dans les rangs des terroristes de l'UCK impliquée dans la guerre civile en Macédoine. Et il est avéré que l'UCK est non seulement appuyé par l'Otan, mais elle est également en partie financée par la mission des Nations unies au Kosovo.

Cela explique sans l'ombre d'un doute pourquoi Washington a fermé les yeux sur le règne de terreur imposé par les Talibans, impliquant notamment des dérogations flagrantes aux droits des femmes, la fermeture des écoles de filles, le congédiement des employées de la fonction publique et l'imposition de la « loi pénale de la Sharia ». 20

La guerre en Tchétchénie

Les principaux leaders rebelles en Tchétchénie, Shamil Basayev et Al Khattab, ont reçu leur formation militaire et idéologique dans des camps d'entraînement financés par la CIA en Afghanistan et au Pakistan. Selon Yossef Bodansky, directeur du US Congress's Task Force on Terrorism and Unconventional Warfare, la guerre tchétchène fut planifiée durant un réunion secrète de Hizb Allah, tenue en 1996 à Mogadishu, en Somalie. 21 De nombreux cadres supérieurs des Services de renseignement iranienne et pakistanaise, ont participé à cette réunion, à laquelle Oussama bin Laden était également présent. Le rôle de la ISI pakistanaise dans la guerre civile en Tchétchénie « va beaucoup plus loin que l'approvisionnement des Tchétchènes en armes et en expertise : les Service de renseignement pakistanais et ses mandataires islamiques radicaux sont en réalité ceux qui dirigent cette guerre ». 22

Le principal oléoduc russe traverse la Tchétchénie et le Daghestan. N'eut égard aux condamnations de pure forme du terrorisme islamique par Washington, les bénéficiaires indirects de la guerre tchétchène sont les géants pétroliers anglo-américains luttant pour le contrôle des ressources pétrolières et des oléoducs dans le bassin de la mer Caspienne.

Les deux principales armées rebelles tchétchènes (respectivement dirigées par le commandant Shamil Basayev et par l'émir Khattab), estimées à 35 000 hommes, furent financées par les Services des renseignement pakistanais. La ISI a aussi joué un rôle clé dans l'organisation et l'entraînement de l'armée rebelle tchétchène :

[En 1994], les Services des renseignement pakistanais ont organisé pour Basayev et ses lieutenants de confiance un endoctrinement islamique intensif et un entraînement de guérilla dans la province de Khost, en Afghanistan, dans le camp d'Amir Muawia, installé au début des année 1980 par la CIA et les Service de renseignement pakistanais et dirigé par le célèbre seigneur de guerre afghan Gulbuddin Hekmatyar. En juillet 1994, « diplômé » d'Amir Muawia, Basayev est transféré au camp de Markaz i Dawar, au Pakistan, pour y entreprendre un entraînement en tactiques de guérilla avancées. Au Pakistan, Basayev rencontra également les plus hauts cadres des forces militaires et des services de renseignement : le ministre de la Défense, le général Aftab Shahban Mirani, le ministre de l'Intérieur, le général Naserullah Babar, et le directeur des Services de renseignement responsable pour l'acheminement de l'appui de la ISI aux causes islamiques, le général Javed Ashraf (tous

maintenant à la retraite). Ces liens en haut lieu se montrèrent vite utiles à Basayev. 23

Suite à son entraînement et son endoctrinement, Basayev fut affecté pour mener un campagne militaire contre les troupes fédérales russes lors de la première guerre tchétchène de 1995. Son organisation avait également développé des liens étroits avec les consortiums criminels moscovites et avec le crime organisé albanais et l'UCK. En 1997-1998, selon le Service de la sécurité fédérale russe, « les seigneurs de guerre tchétchènes ont commencé à investir dans l'immobilier au Kosovo [...] par l'intermédiaire de plusieurs firmes immobilières enregistrées en Yougoslavie en guise de couverture ». 24

L'organisation de Basayev fut également impliquée dans bon nombre de trafics, notamment les narcotiques, l'exploitation illégale et les sabotages d'oléoducs russes, le kidnapping, la prostitution, le commerce de faux dollars et la contrebande de matériaux nucléaires. 25 Avec le blanchiment de l'argent de la drogue, les profits de ces activités criminelles furent également utilisés pour financer le recrutement de mercenaires et l'achat d'armes.

Pendant son entraînement en Afghanistan, Shamil Basayev s'est lié avec le commandant vétérinaire saoudien Mujahideen Al Khattab qui avait combattu en Afghanistan. Quelques mois après le retour de Basayev à Grozny, début 1995, Khattab fut invité à créer une armée installée en Tchétchénie pour l'entraînement de combattants Mujahideen. Selon la BBC, le voyage de Khattab en Tchétchénie fut « planifié grâce à l'appui de la Islamic Relief Organisation (IRO) basée en Arabie saoudite qui avait expédié des fonds en Tchétchénie. La IRO était financée par des mosquées ainsi que des dons de riches individus [associés aux milieux d'affaires saoudiens]. » 26

En conclusion

Depuis l'ère de la Guerre froide, Washington a sciemment soutenu Oussama ben Laden, tout en le plaçant sur la liste des « personnes les plus recherchées par le FBI ».

Alors que les Mujahideen sont impliqués dans des insurrection armées pour le compte des États-Unis dans les Balkans et en ex-URSS, le FBI, a pour mandat de mener aux États-Unis de mener une guerre au terrorisme. De toute évidence, il s'agit là non seulement d'actions contradictoires mais d'une politique qui s'avère mensongère à l'endroit des citoyens. Car la CIA depuis la guerre URSS-Afghanistan, appuie le terrorisme international par l'entremise de ses opérations secrètes.

Cruelle ironie, la même Jihad islamique, présentée par l'administration Bush comme « une menace contre l'Amérique » responsable des assauts terroristes contre le World Trade Center et le Pentagone constitue un instrument clé des opérations militaires stratégiques de Washington dans les Balkans et en ex-URSS.

Au lendemain des attaques terroristes de New York et de Washington, la vérité sur les liens entre le gouvernement américain et le terrorisme international doivent être dévoilés à l'opinion publique afin d'empêcher l'administration Bush et ses partenaires de l'Otan de se lancer dans une aventure militaire qui menace l'avenir de l'humanité.

Michel Chossudovsky

Article original en anglais: <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=368>

Notes

1. Hugh DAVIES., « International: `Informers' point the finger at bin Laden; Washington on alert for suicide bombers ». The Daily Telegraph, Londres, 24 août 1998.
2. Cf. Fred HALLIDAY. « The Un-great game: the Country that lost the Cold War, Afghanistan ». New Republic, 25 mars 1996.
3. Ahmed RASHID., « The Taliban: Exporting Extremism ». Foreign Affairs, Novembre-décembre 1999.
4. Steve COLL. Washington Post. 19 juillet 1992.
5. Dilip HIRO., « Fallout from the Afghan Jihad ». Inter Press Services, 21 novembre 1995.
6. Eric WEINER et Ted CLARK. Weekend Sunday (NPR). 16 août 1998.
7. Ibid.
8. Dipankar BANERJEE. « Possible Connection of ISI With Drug Industry », India Abroad, 2 décembre 1994.
9. Ibid.
10. Cf. Diego CORDOVEZ et Selig HARRISON. Out of Afghanistan: The Inside Story of the Soviet Withdrawal. Oxford University Press, New York, 1995. Cf. aussi la critique de Cordovez et Harrison. International Press Services. 22 août 1995.
11. Alfred MCCOY. The Progressive, « Drug fallout: the CIA's Forty Year Complicity in the Narcotics Trade ». 1 août 1997.
12. Ibid.
13. Ibid.
14. Douglas KEH. Drug Money in a changing World, Technical document n° 4. Vienne, UNDCP, 1998, p.4. Cf. Report of the International Narcotics Control Board for 1999. E/INCB/1999/1 United Nations Publication, Vienne, 1999, pp.49-51 ; et Richard LAPPER, « UN Fears Growth of Heroin Trade ». Financial Times, 24 février 2000.
15. Report of the International Narcotics Control Board. Op. cit., pp.49-51. Cf. Richard LAPPER. Op. cit.
16. International Press Services. 22 août 1995.
17. Ahmed RASHID. « The Taliban: Exporting Extremism ». Foreign Affairs, Novembre-décembre, 1999, p.22.
18. In « Christian Science Monitor ». 3 septembre 1998.
19. Tim MCGIRK. « Kabul learns to live with its bearded conquerors ». The Independent Londres, 6 novembre 1996.
20. Cf. K. SUBRAHMANYAM., « Pakistan is Pursuing Asian Goals ». India Abroad 3 novembre 1995.
21. Levon SEVUNTS. The Gazette, « Who's calling the shots? Chechen conflict finds Islamic roots in Afghanistan and Pakistan ». Montréal, 26 octobre 1999.
22. Ibid.
23. Ibid.
24. Cf. Vitaly ROMANOV et Viktor YADUKHA. Chechen Front Moves To Kosovo Segodnia. Moscou, 23 février 2000.
25. The European. 13 février 1997. Cf. Itar-Tass, 4-5 janvier 2000.
26. BBC. 29 septembre 1999.

Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de [Guerre et mondialisation, La vérité derrière le 11 septembre](#) et de la [Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#) (best-seller international publié en 12 langues).



[Guerre et mondialisation](#)
[Mondialisation de la pauvreté.](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : [Prof Michel Chossudovsky](#)

A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including The Globalization of Poverty and The New World Order (2003), America's "War on

Terrorism" (2005), The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century (2009) (Editor), Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War (2011), The Globalization of War, America's Long War against Humanity (2015). He is a contributor to the Encyclopaedia Britannica. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at crgeditor@yahoo.com Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca